

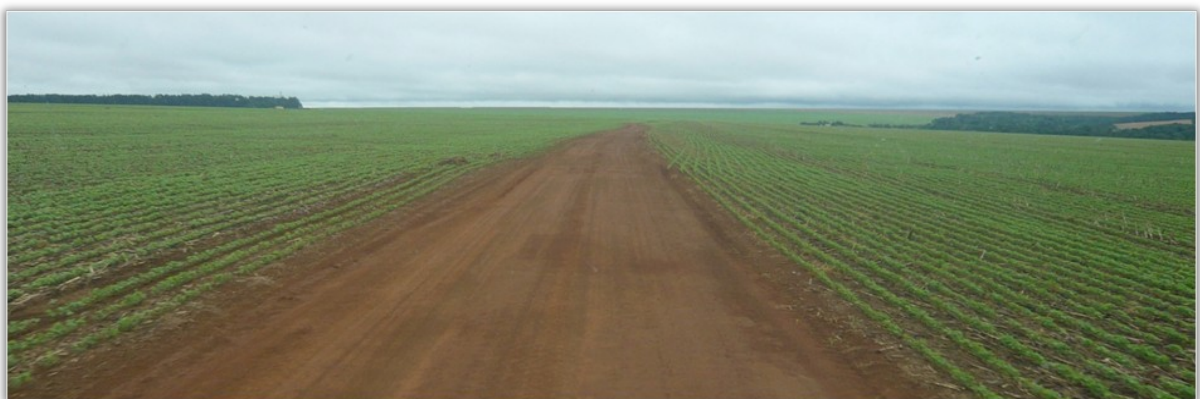
Agricultures entrepreneuriales et espaces agro-urbains : leçons de terrain en Amérique du Sud

Martine Guibert

Comment les agricultures entrepreneuriales modifient-elles les espaces ruraux en Amérique du Sud ? Multi-localisées et multi-polarisées, ces firmes dessinent des territoires agro-urbains connectés et hiérarchisés dans lesquels le monde rural est uniquement exploité pour ses ressources.

Les agricultures de type entrepreneurial sont les principaux vecteurs de l'augmentation importante, depuis une quarantaine d'années, de la production en grande culture en Amérique du Sud. Quel que soit le pays (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, par exemple), elles représentent systématiquement à la fois une part majoritaire de la surface agricole totale et de la production de cultures emblématiques (soja, en particulier). Leurs modes de production, intensifs en ressources localement situées (foncier, conditions pédologiques, eau, climat, etc.), en intrants (engrais, semences, phytosanitaires, etc.) et en données numériques, vont de pair avec la recherche d'une échelle efficiente de production, d'une assise foncière croissante par incorporation de nouvelles terres (défrichement au détriment d'écosystèmes forestiers primaires ; mise en culture de pâturages dégradés ; remplacement de productions traditionnelles). L'expansion spatiale de cette forme d'agriculture, spécialisée et financiarisée, provoque de profonds bouleversements (départ – parfois sous la contrainte – des producteurs locaux, marché local de l'emploi modifié, etc.), notamment dans les régions de frontière agricole du centre-ouest brésilien, amazonienne et du nord-ouest de l'Argentine. Elle transforme aussi les espaces agricoles déjà consolidés comme la Pampa argentine, l'ouest uruguayen et l'est paraguayen.

Figure 1. Soja en semis direct et forêt restante dans la propriété d'une grande entreprise (État du Mato Grosso, Brésil)



© M. Guibert, 2009.

Le suivi de la situation agricole et les travaux de terrain réalisés régulièrement depuis les années 2010 en Argentine, Uruguay, Paraguay et Brésil ont permis d'identifier une grande diversité d'agricultures d'entreprise (Requier-Desjardins *et al.* 2014 ; Bühler *et al.* 2016 ; Guibert et Frederico 2017). Elles présentent des formes d'organisation qui, outre des effets structurants sur les espaces ruraux, redéfinissent également les relations de ces acteurs de la production agricole aux

aires urbaines. Du fait de leurs réseaux (du local au global), des flux et des circulations qu'elles engendrent, des relations urbano-rurales spécifiques se consolident avec, pour toile de fond, les objectifs économiques et financiers définis par l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet productif, l'emploi croissant d'outils numériques et des dernières innovations en matière de communication et d'échange des informations et des données (Anlló *et al.* 2013 ; Fairbairn 2014 ; Ceroni *et al.* 2022 ; Gorenstein 2023 ; Wilkinson 2022 ; IDS 2023). Les stratégies sont multi-scalaires et multi-spatiales : les entreprises se territorialisent en partie dans un lieu, parfois temporairement. Dans le cas des espaces ruraux jusqu'alors à la marge des processus dominants, elles participent ainsi à leur globalisation et à leur urbanisation (Elias 2006 ; Favareto 2020).

Nous proposons dans cet article une typologie d'entreprises agricoles – perçue comme une grille de réflexion évolutive – et la notion d'espaces agro-urbains comme dénomination possible de ces espaces façonnés par les pratiques de l'ensemble des acteurs de la production agricole. Ces pratiques, tributaires de la multi-localisation et de la multi-polarisation de leurs infrastructures (exploitations, lieux de stockage ou de transformation agro-industrielle, bureaux, etc.), favorisent des circulations entre des lieux qui représentent autant de points nœuds agro-urbains, au cœur de réseaux qui articulent espaces ruraux et urbains.

Figure 2. Machines agricoles imposantes sur une route à l'ouest de l'Uruguay



© M. Guibert, 2022.

Une typologie des entreprises agricoles selon leur relation au rural et à l'urbain

Trois types d'entreprises agricoles ont été identifiés : l'entreprise patronale, l'association de gestion d'actifs (consortium) et la société d'investissement (Guibert 2017).

L'entreprise agricole de type patronal réunit deux sous-types : l'exploitation familiale patronale et la grande propriété (*estancia*) en cours de modernisation. Ce sont des exploitations familiales engagées dans des stratégies de contrôle du foncier, mais aussi de grandes propriétés dont les membres de la famille se sont organisés en sociétés permettant de distinguer le foncier patrimonial et l'entreprise agricole, pilotée par un ingénieur agronome. La logique est patrimoniale, car cumulative, en prévision d'une transmission du foncier, mais elle est aussi de plus en plus entrepreneuriale, car centrée sur des projets productifs de développement avec des salariés

permanents qualifiés, la prise de risques et l'ouverture à des acteurs extra-structure (sous-traitance) et extra-activité (financement externe).

Dans ce type d'exploitation encore bien présent dans les quatre pays étudiés, le foncier est une ressource patrimoniale et productive. Il appartient à la famille (avec parfois de la location d'hectares supplémentaires) qui vit sur l'exploitation mais aussi en ville afin d'accéder aux services de base en cas de distances importantes. L'ancrage local est donc très fort, avec des implications multiples dans le tissu socio-économique de l'espace rural.

Figure 3. Entrée de Dolores, agro-ville du département de Soriano, à l'ouest de l'Uruguay, région de grandes cultures



Sous « *Bienvenidos a Dólores* » figure le slogan « *el granero del país* » (le grenier du pays). Le panneau est accroché au tapis roulant qui transporte le grain entre deux unités de stockage d'une entreprise locale très importante.

© M. Guibert, 2019.

Le consortium de propriétaires d'actifs réunis autour d'un projet agricole est à la recherche d'économies d'échelle et de coûts fixes les plus réduits possibles. Comme dans une entreprise de type industriel, la logique productive et les impératifs financiers guident décisions et stratégies de développement. En Argentine, la location des terres a toujours été le levier de développement de la production, tout comme l'appel à des sociétés de services (*contratistas*). Désormais, l'échelle est autre : le *pool de siembra* unit les propriétaires de chaque actif confié à un *fidéicomis*, le responsable devant gérer la location des terres, la captation de capital sur les marchés financiers, l'information et les transactions commerciales (achats d'intrants en grande quantité, vente des récoltes). La diversification des risques (climatiques, commerciaux, fiscaux) peut justifier la location de foncier dans différentes régions ou dans plusieurs pays. Chaque unité productive est un « centre de profit », la stratégie managériale mariant flexibilité (choix des cultures au gré du marché), gestion comptable et impératifs de la rémunération actionnariale, symptomatique de la financiarisation de l'agriculture. Si les responsables de ces associations d'acteurs sont souvent à l'origine des producteurs locaux, leurs salariés sont moins présents dans l'espace rural et moins identifiables par les habitants : l'ingénieur agronome visite les unités productives et parcourt de longues distances, le *contratista* sillonne temporairement la région, le propriétaire de terres est

davantage absent (il est rentier) et le détenteur de capital ne vit pas sur place, établi en ville ou dans une autre région ou pays. Tout comme dans le type patronal, ces consortiums livrent leur production à des acteurs agro-industriels selon une intégration verticale classique. Parfois, ils assurent cette étape agro-industrielle (raffinerie-distillerie de canne à sucre, moulin à blé, unité de tri du coton). L'intégration est dans ce cas de caractère horizontal ; elle modifie le rapport agriculture-industrie et les relations de pouvoir au sein de la chaîne de valeur. Ces pools de culture, courants en Argentine, se sont installés en Uruguay au tournant des années 2000. Le Brésil et le Paraguay ne sont quasiment pas concernés. Dans les années 2010, la tendance a été à une rétraction du volume de terres proposées en location et à une réorganisation des activités, du fait d'une baisse des prix agricoles mondiaux et d'un renchérissement du prix du foncier (achat et loyer). Beaucoup de *pooles de siembra* ont évolué, voire disparu. Dans les années 2020, des formes fiduciaires ont souvent pris le relais.

La société d'investissement en agriculture englobe deux sous-types : l'exploitation en tant qu'actif financier et l'exploitation en tant qu'actif patrimonial. Absente localement, car située dans la capitale du pays ou ailleurs dans le monde, la société d'investissement a un bureau de représentation dans la ville de la zone rurale où se trouve l'exploitation. La logique financière est ici prédominante. Ce sont des sociétés d'investissement qui diversifient leur portefeuille d'actifs (qui peuvent être extra-agricoles), en acquérant de grandes exploitations. Après défrichage, et/ou transformation de pâturages en parcelles cultivées, et aménagement d'infrastructures, etc., les gains de productivité et de rentabilité permettent d'afficher le potentiel de l'exploitation, alors revendue à court terme. Elle aura été un actif financier avec dégagement d'une plus-value rapide. Dans certains cas, l'investissement est de plus long terme, avec un projet d'intensification productive et une gestion optimisée. L'exploitation est alors un actif patrimonial, avec l'image d'une exploitation innovante et durable. Multi-située, globalisée, peu médiatisée, elle maximise le capital investi par les actionnaires. Ces sociétés sont présentes dans les quatre pays étudiés (et ailleurs en Amérique latine). Leurs dirigeants sont peu familiers de l'activité agricole, ils en font une lecture managériale et financière, selon une vision globalisée stéréotypée. Leur lien aux espaces ruraux où sont situées les exploitations agricoles acquises est quasiment nul. Ils vivent dans des centres urbains éloignés (capitale nationale ou d'autres pays, villes mondialisées) et peuvent éventuellement réaliser une courte visite annuelle.

Figure 4. Indication de la marque de semences utilisées, champ de maïs à l'ouest de l'Uruguay



© M. Guibert, 2022.

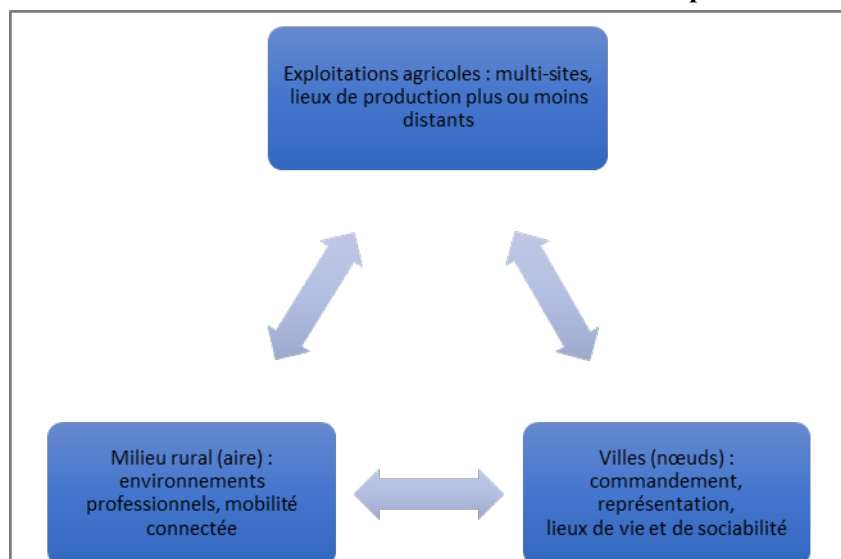
Des espaces agro-urbains pour une activité multi-située

À la recherche de ressources productives (foncières en particulier), beaucoup d'entreprises agricoles sont localisées en plusieurs points de l'espace rural, ou de différents espaces ruraux, tout en réservant aux espaces urbains une place centrale, en tant que lieu de vie, nœud de commandement et point-relais avec les autres acteurs concernés (du commerce, de la recherche agronomique, de la sphère politique, comptables, notaires, etc.). Dans le cas d'une entreprise agricole de type patronal (type 1) qui étend son activité sur des terres achetées ou louées, le périmètre d'action peut atteindre des dizaines voire quelques centaines ou milliers de kilomètres, par éloignement de la région d'origine jusqu'à la localisation dans les pays voisins : ce sont par exemple des producteurs de la province argentine de Córdoba établis dans la région du Chaco, des éleveurs uruguayens qui gèrent des terres au Paraguay, des « gauchos » du Sud brésilien devenus propriétaires dans l'État du Mato Grosso ou partis exploiter du soja au Paraguay, etc. La dispersion des très grandes entreprises aux multiples sites de production (types 2 et 3), entre plusieurs régions ou pays, obéit à des stratégies de diversification des risques (naturels, climatiques, politiques, etc.), au nom de la logique financiarisée. Un intermédiaire local (notaire, agence de biens immobiliers agricoles...) facilite le repérage et la décision. Dans certaines situations, le chef d'exploitation ou le conseiller agronomique peuvent être des partenaires de l'investisseur.

Ces multiples établissements, dispersés dans l'aire d'action de l'entreprise, occasionnent une présence temporaire et une mobilité accrue des propriétaires-gestionnaires. Pour un producteur patronal (type 1) ou pour une association de gestion d'actifs (type 2), la distance aux parcelles, c'est-à-dire aux lieux de collecte de la matière première agricole, est un paramètre à maîtriser car il est un important poste de dépenses. Dans le cas d'une société d'investissement (type 3), l'ajout d'une propriété agricole dans le portefeuille d'actifs financiers provoque la prise en compte d'un lieu supplémentaire, quelque part sur la carte du monde, et accroît la dimension globalisée de ses activités financières.

La distance est donc un critère de gestion des unités de production, car elle entraîne des déplacements déterminés par la fonction de l'acteur : au chef de culture ou à l'ingénieur agronome, des tournées techniques dans les parcelles selon un agenda précis de supervision ; au gestionnaire ou représentant de l'entreprise, des venues régulières pour la prise de décision ; au directeur général (CEO) de l'entreprise, localisé dans une métropole ou à l'étranger, des visites rapides et ponctuelles. Mais couvrir ces distances signifie créer des liens entre des lieux plus ou moins éloignés des centres opérationnels ou de décision. Dès lors, l'entreprise présente une structure organisée en fonction de multiples sites en milieu rural et urbain.

Les villes : nœuds de la structure multi-située et multi-polarisée de l'entreprise agricole



Les lieux de production en milieu rural sont les exploitations et les parcelles contrôlées par l'entreprise, auxquels s'ajoutent des installations de stockage et autres infrastructures de traitement ou de manutention. À chaque acteur, une tâche : la culture est suivie par l'ingénieur agronome, le parc d'engraissement par un spécialiste du bétail, les travaux agricoles par des pilotes fin connaisseurs des machines et des innovations, le traitement industriel (stockage ou transformation) par un technicien, les achats-ventes par un responsable commercial, sans oublier les spécialistes comptables, juridiques, etc. Dans le cas des exploitations isolées et/ou éloignées de la ville, les chefs de culture et les salariés vivent sur place. Autrement, les trajets se font depuis le centre urbain où se situe leur lieu de vie ainsi que le bureau de représentation et de réception des visiteurs.

Figure 5. Unité de stockage privée, silos en dur et *silos-bolsas* provisoires, ouest de l'Uruguay



© M. Guibert, 2016.

Un paysage agricole industriel : camions, silos et hangars

Les bourgs et les villes moyennes et petites qui polarisent l'espace rural sont donc au cœur du dispositif productif. Ils concentrent les commerces dévolus à la vente d'intrants et d'agrofourniture, les concessionnaires et ateliers de maintenance de matériels agricoles et d'équipements mécaniques et automobiles. Ils accueillent services administratifs, notaires et avocats, conseillers agronomiques et techniques, mais aussi commerciaux. Ils proposent les hébergements nécessaires aux salariés des entreprises, aux sous-traitants et conseillers de passage, aux représentants des sociétés d'agrofourniture. Hôtels, restaurants et stations-service s'avèrent des points de rencontre stratégiques pour discuter affaires. Mais le plus symbolique dans la morphologie de ces centres urbains est la juxtaposition, le long de l'axe routier de pénétration, ou au niveau du dernier croisement de routes avant l'entrée en ville, de silos et de hangars de stockage, voire de complexes de transformation agro-industrielle, avec le ballet incessant de camions saturant les réseaux viaires. C'est encore plus net dans le cas des villes portuaires d'exportation qui ne semblent être que camions, silos et hangars.

Enfin, des marqueurs, mobiles ou statiques jalonnent aussi les paysages agro-urbains : panneaux publicitaires, pancartes avec le nom des exploitations, camionnettes des ingénieurs agronomes, voitures avec les enseignes d'agro-fournisseurs, camions, etc. Les moments clés de la vie locale sont les foires agricoles, les fêtes dédiées au secteur, les journées de formation... Le pouvoir local, voire régional, est également capté, des producteurs étant élus municipaux ou ayant un mandat national de député, par exemple.

Dans la grande ville, enfin, les entreprises installent leurs bureaux de représentation, de gestion des ressources humaines et d'activités commerciales. Elles sont en contact direct avec leurs partenaires internationaux ou la bourse de valeurs agricoles.

Ces agricultures entrepreneuriales organisent donc la mise en réseau de lieux productifs en milieu rural et de lieux de pilotage dans les milieux urbains (du bourg à la métropole étrangère pour les très grandes entreprises) avec, en toile de fond, les impératifs liés à la dynamique des chaînes agricoles globales de valeur. L'activité est multi-située et ce système spatial ainsi produit dessine un ensemble archipélagique. Il articule les échelles avec : 1) l'échelle internationale des échanges et des contacts établis avec et à l'étranger, en passant par les métropoles de commandement, avec des circulations physiques et des connexions virtuelles (de plus en plus) ; 2) l'échelle régionale des réseaux de lieux de la production dans une ou plusieurs aires, avec les nœuds urbains que constituent les villes de la région et la métropole nationale. Le terrain montre que les acteurs des agricultures d'entreprise ont tous un lien avec les différents types de villes du pays où ils sont présents, tout en ayant des relations professionnelles avec des partenaires plus lointains ; 3) l'échelle locale de chaque site de production (établissement, unité productive, lieu de gestion) que chaque acteur visite, pratique et investit, mais de manière assez ponctuelle. Là-encore, les observations de terrain confirment que l'exploitation n'est pas le lieu unitaire et unique de l'activité agricole, mais un élément du réseau de lieux et d'activités constitué par des acteurs associés.

Figure 6. Magasin d'agro-fourniture, centre de la ville de Mercedes, département de Soriano, ouest de l'Uruguay



© M. Guibert, 2016.

Ainsi, en Amérique du Sud, les espaces ruraux sont rapidement transformés par l'agriculture globalisée. Les acteurs, momentanément présents, avec des lieux distincts de vie et de travail, circulent dans, et entre, les lieux productifs ruraux et les lieux de pilotage urbains (du bourg à la métropole étrangère). Mobiles, connectés, ils agissent à distance tout en composant avec le local qui n'est pas gommé (ressources productives situées, lois de l'État et cadre juridique national et international, coprésence d'autres formes d'agriculture, etc.), mais qui s'efface devant les impératifs de valorisation commerciale extra-locale et la dynamique des chaînes globalisées de valeur. Les espaces pratiqués sont ainsi agro-urbains. Ces trames productives résiliantes et globalisées ont des implications socio-spatiales majeures (relations de pouvoir, emploi, inégalités socio-spatiales, production de paysages, durabilité, mal-développement...) qui interroge la globalisation de l'agriculture, les relations villes-campagne et l'articulation entre ressources localisées (foncière, hydrique) et acteurs globalisés (locaux, nationaux et étrangers).

Bibliographie

- Anlló, G., Bisang, R. y Campi, M. 2013. « El modelo de organización de la producción agrícola: de la integración vertical a la agricultura en red », in G. Anlló, R. Bisang et M. Campi (dir.), *Claves para repensar el agro en Argentina*, Buenos Aires : Eudeba. p. 151-202.
- Bühler, E. A., Guibert, M. et Oliveira, V. L. (dir.). 2016. *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização. Abordagens a partir da América do Sul*, Porto Alegre : Ed. da UFRGS.
- Ceroni, M., Oyhançabal, G. et Carambula, M. (dir.). 2022. *Cambio agrario en el Uruguay contemporáneo*, Montevideo : Ed. Berretin.
- Elias, D. 2006. « Agronegócio e desigualdades socioespaciais », in D. Elias et R. Pequeno (dir.), *Difusão do agronegócio e novas dinâmicas socioespaciais*, Fortaleza : Banco do Nordeste do Brasil, p. 25-82.
- Fairbairn, M. 2014. « Like gold with yield': Evolving intersections between farmland and finance », *Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n° 5, p. 777-795.
- Favareto, A. 2020. « Territórios rurais em um mundo urbanizado e globalizado: paradoxos e transição para a sustentabilidade », in M. Guibert et E. Sabourin (dir.), *Ressources, inégalités et développement des territoires ruraux en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe*, Paris : IdA/AFD/Fondation EU-LAC.
- Gorenstein, S. 2023. « Recursos naturales, alimentos, nuevas tecnologías y financiarización: el territorio como escenario de nuevos desafíos », *Revista ReLaER*, n° 15. URL : <http://id.caicyt.gov.ar/ark:/s25251635/er5r3ctkh>.
- Guibert, M. 2017. *Agriculture d'entreprise et milieu rural en Amérique latine. Pour une géographie des systèmes agro-alimentaires*, mémoire d'HDR en géographie, Université Toulouse-Jean Jaurès, vol. 2 : « Position et projet scientifique ».
- Guibert, M. et Frederico, S. 2017. « Trajectoires de grandes entreprises agricoles en Amérique latine. Rôle de la ressource foncière, logiques productives et logiques financières », in F. Purseigle, G. N'Guyen et P. Blanc (dir.), *Le Nouveau Capitalisme agricole. De la ferme à la firme*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 153-182.
- Institute of development studies (dir. L. Cabral, S. Sauer et A. Shankland). 2023. « Frontier Territories: Countering the Green Revolution Legacy in the Brazilian Cerrado », *IDS Bulletin*, vol. 54, n° 1, URL : <https://www.ids.ac.uk/publications/frontier-territories-countering-the-green-revolution-legacy-in-the-brazilian-cerrado/>.
- Requier-Desjardins, D., Guibert, M. et Bühler, E.-A. 2014. « La diversité des formes d'agricultures d'entreprise au prisme des réalités sud-américaines », *Économie rurale*, n° 344, p. 45-60. URL : <https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2014-6-page-45.htm>.

Wilkinson, J. 2022. « O sistema agroalimentar global e brasileiro face à nova fronteira tecnológica e às novas dinâmicas geopolíticas e de demanda. Textos para Discussão Fundação Oswaldo Cruz » (85). URL : <http://saudeamanha.fiocruz.br/>.

Martine Guibert est professeur des universités, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès, UMR CNRS 5193, laboratoire LISST/Dynamiques rurales. Elle est géographe, spécialiste de l'Amérique latine.

Pour citer cet article :

Martine Guibert, « Agricultures entrepreneuriales et espaces agro-urbains : leçons de terrain en Amérique du Sud », *Métropolitiques*, 22 janvier 2024.

URL : <https://metropolitiques.eu/Agricultures-entrepreneuriales-et-espaces-agro-urbains-lecons-de-terrain-en.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.1992>.